Appel : un nouveau parti pour une écologie anticapitaliste !

mardi 24 juin 2008, par Collectif / Signatures multiples (Date de rédaction antérieure : 23 juin 2008).

Le capitalisme, c'est la crise !

Crise sociale et crise écologique se confondent, faisant les pauvres non seulement de plus en plus pauvres mais aussi de plus en plus victimes des catastrophes environnementales et des pollutions toujours plus importantes. Après avoir détruit une partie de notre environnement, la folle course d'une croissance qui n'a pour but que le profit entretient l'illusion que le bonheur se réduit à la consommation de marchandises, et menace désormais les équilibres de la planète.

Cette folle course au profit traverse une crise écologique sans précèdent à cause des conséquences désastreuses d'un système économique et énergétique basé sur les énergies fossiles, le gaspillage, l'utilisation de technologies dangereuses et l'absence de principe de précaution. La pollution et la destruction engendrées par les activités humaines croissent et s'étendent au même rythme que le capitalisme.

Ces crises inédites ne peuvent qu'aller en s'amplifiant : les combattre, c'est remettre en cause le capitalisme.

Les partis politiques qui défendent ce système et qui en même temps prétendent protéger l'environnement sont au mieux inconséquents, au pire hypocrites. L'exercice de tartufferie auquel s'est livré Nicolas Sarkozy lors du Grenelle de l'environnement ne doit pas créer d'illusions quant au vernis vert de ce gouvernement : sitôt les micros des journalistes éteints, ce sont les industriels du pétrole, du nucléaire, de l'agrobusiness, les défenseurs du transport routier et des OGM qui ont repris le pouvoir pour qu'au final tout continue comme avant.

De son côté, la gauche traditionnelle, qui refuse de s'en prendre aux causes profondes des pollutions, n'est pas en capacité de mettre en œuvre un programme réellement écologiste.

Quant aux Verts, la participation croissante de leurs dirigeants aux rouages de la cogestion sociale-libérale leur fait accepter nombre de compromis, y compris en matière environnementale, les empêchant d'être porteurs d'une écologie radicale.

Il y a pourtant urgence, comme le montrent les nombreuses luttes écologistes.

Mais celles-ci restent souvent locales et isolées. Il s'agit aujourd'hui de les développer (contre le nucléaire et sa relance, l'implantation des OGM en plein champ, la poursuite des projets autoroutiers, pour la défense du transport ferré, le maintien d'une agriculture paysanne, le droit à la santé, pour la défense du climat, pour la préservation de la biodiversité…), mais aussi de travailler à leur convergence. Car si chacune d'elles renvoie à des problèmes spécifiques, elles sont toutes dues à un même système, à une même politique, celle qui fait passer les profits avant la défense de l'environnement.

Il manque cruellement un outil qui aide loyalement à une telle convergence, sans chercher à instrumentaliser ces luttes, un outil qui soit aussi capable d'imaginer qu'un autre monde est

possible, qu’une société débarrassée de la marchandisation et respectueuse des équilibres naturels peut et doit advenir.

Ce projet de société nécessite des bouleversements radicaux de nos modes de production, de transports, mais aussi de consommation et de comportement. Cela implique une transformation profonde, et démocratiquement élaborée, de l’appareil productif et énergétique. Des ruptures d’ampleur sont donc nécessaires :

– rupture avec la politique des transports de marchandises et de passagers, qui actuellement exploite autant les salariés qu’elle détruit l’environnement ;

– rupture avec la politique énergétique qui, pour favoriser les profits des quelques multinationales du secteur, freine toute possibilité de sobriété et de recours massif aux énergies renouvelables, se lance dans une fuite en avant nucléaire, et devient un facteur de guerres dans de nombreuses régions du monde ;

- rupture avec la politique industrielle qui n’hésite pas à mettre la vie des salariés et des populations en danger à cause des pollutions et des productions dangereuses et bien souvent inutiles ;

– rupture avec la politique agricole qui sacrifie chaque année des milliers de petits paysans, au Nord et au Sud, tout en polluant les sols et les rivières, en minant la biodiversité, et en désertifiant les campagnes ;

– rupture avec les politiques de pillages des richesses des pays du Sud par les puissances industrielles ;

– rupture avec la politique d’aménagement du territoire et d’urbanisme qui tend de plus en plus à concentrer les populations dans les grandes villes, provoquant des problèmes environnementaux nouveaux et des difficultés supplémentaires dans la vie quotidienne ;

- rupture avec les modes de consommation qui organisent le gaspillage, la non-durabilité des produits et transforment chacun d’entre nous en cibles publicitaires ;

– rupture avec une politique économique au service de la production pour la production, gouvernée par le profit, sans souci de la satisfaction des besoins sociaux et des équilibres écologiques.

Nous sommes nombreux et nombreuses à vouloir cet outil : un parti utile aux luttes, un parti pour la transformation sociale et écologiste de la société, car rompre avec le capitalisme ne suffit pas ; il faut aussi tirer les leçons du productivisme désastreux qu’a connu l’ex-bloc des pays de l’Est.

Nous avons donc besoin d’un parti anticapitaliste qui ne peut qu’être radicalement écologiste, un parti qui mette au cœur de son programme la défense de l’environnement et la sauvegarde de la planète.

A tous ceux et toutes celles qui pensent que l’écologie ne peut se satisfaire de repeindre en vert le capitalisme,

à tous ceux et toutes celles qui veulent conjuguer au présent luttes sociales et luttes écologistes,

à tous ceux et toutes celles qui ne se satisfont pas des demi-mesures et des compromis ne visant qu’à ménager le système,

nous disons « Il est temps de prendre parti », pour décider, agir et construire ensemble un parti

anticapitaliste et écologiste.

Si vous souhaitez signe et soutenir cet appel, recevoir des informations et débattre, envoyez un message avec vos coordonnées à npa.ecologie laposte.net

Premiers signataires :

François ALCARAZ (médecin, apiculteur amateur, 27)

Vincent AUBRY (militant anti-nucléaire, LCR, Rennes)

Pascal BRISSET (travailleur secteur de l'énergie, LCR)

Maxime CAILLON (écolo radical et militant de l'occitan, Limoges)

Manu CARPENTIER (militant antipub et anti-OGM, 27)

Martial CHATEAU (militant Sortir du Nucléaire, LCR,72)

Guillaume COMMUNAL (boulanger, LCR, Paris 10)

Liliane DAL CORTIVO (LCR, Paris 20)

Patrick DUPIN (ancien conseiller municipal « Verts » à Rouen, LCR, 27)

Nadège EDWARDS (commission écologie LCR 33)

Laurent GARROUSTE (LCR, Paris 18)

Bruno GAUDIMAT (faucheur volontaire, Châteauroux, 36)

Vincent GAY (militant écosocialiste, syndicaliste FSU, LCR, Montreuil 93)

Frédéric GOST (militant Sortir du Nucléaire, LCR, 27)

Laurent GROUET (militant Sortir du Nucléaire, LCR, Paris)

Raoul Marc JENNAR (chercheur et militant altermondialiste, Mosset, 66)

Damien JOLITON (consultant en politiques énergétiques, LCR, Montreuil 93)

Claude Kaiser (militant antinucléaire, Meuse)

Stéphane LAVIGNOTTE (Paris)

Michaël LÖWY (Réseau Ecosocialiste International, Paris)

Pierre LUU (fontainier- scénographe de l'eau, LCR)

Anne MAIRET (ancienne « Verts », Franche Comté)

Alexis MARTIN (militant associatif, LCR, Montreuil 93)

Gérard MARTIN (animateur d'une association contre le tout-autoroute, 27)

Thierry MARTIN (exploitant agricole, apiculteur, LCR, 27)

Yves MOREAU (syndicaliste à Snecma, apiculteur amateur, 27)

Sophie OZANNE (militante anti-nucléaire, 27)

Stéphane PASSERON (faucheur volontaire, 05)

Christine POUPIN (syndicaliste dans la chimie, LCR, Rouen)

Hervé PRAT (Sortir du Nucléaire, ancien « Verts », Franche Comté)

Jean-Luc ROMERO (ingénieur agronome, Avignon)

Nicolas SUDRE (Evreux)

Nicolas VANDERLICK (LCR, Limoges)